

- Convention relative à la loi applicable au trust et à sa reconnaissance, 1^{er} juillet 1985.
- Traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne et le traité instituant la Communauté européenne, 13 décembre 2007, JO, C 306/01.
- Convention multilatérale concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale, amendée par le protocole de 2010, Ed. OCDE, 2011, 118 p.

III. DIRECTIVES, DECISIONS DU CONSEIL

- Décision du Conseil, du 27 novembre 1992, concernant la conclusion de l'accord intérimaire de commerce et d'union douanière entre la Communauté économique européenne et la république de Saint-Marin, *J.O.C.E.* L.359 du 9 décembre 1992.
- Directive 2003/48/CE, en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiement d'intérêts.
- Directive 2014/48/UE, modifiant la directive 2003/48/CE sur la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme d'intérêts.

IV. LOIS

A. PRINCIPAUTÉ DE MONACO

- Loi n° 30, 3 mai 1920, sur l'organisation communale, *J.D.M.*, 7 mai 1920.
- Loi n° 56, 29 janvier 1922, sur les fondations, *J.D.M.*, 3 février 1922.
- Loi n° 207, 17 juillet 1935, relative aux trusts, *J.D.M.*, 19 juillet 1935.
- Loi n° 214, 27 février 1936, pour la révision de la loi n° 207 du 17 juillet 1935 relative à la législation en matière de trust, *J.D.M.*, 28 février 1936.
- Ordonnance-loi du 18 octobre 1939 sur les trusts, *J.D.M.*, 23 octobre 1939.
- Loi n° 721, 27 décembre 1961, sur l'immatriculation des personnes morales au répertoire du commerce et de l'industrie, *J.D.M.*, 29 décembre 1961.
- Loi n°755, 10 août 1963, autorisant la ratification de la convention fiscale signée à Paris le 18 mai 1963, *J.D.M.*, 16 août 1963.
- Loi n°771, 25 juillet 1964, sur l'organisation et le fonctionnement du Conseil National, *J.D.M.*, 1^{er} septembre 1964.
- Loi n° 783, 15 juillet 1965, sur l'organisation judiciaire, *J.D.M.*, 16 juillet 1965.
- Loi n° 839, 23 février 1968, sur les élections nationales et communales, *J.D.M.*, 2 mars 1968.